

## **Déclaration commune CGT, FSU, UNSA, FO au CSA SD du 31/08/26**

Les organisations **CGT, FSU, UNSA, FO** condamnent l'ingérence inacceptable du maire de St Raphaël, Frédéric Masquelier, dans la nomination d'un cadre de l'Education nationale. Outre inacceptable, ce comportement est aussi inquiétant et même dangereux pour notre démocratie : atteinte à la liberté d'opinion avec une volonté de bâillonner les agents de l'Etat nommé en toute légalité.

Ces méthodes à savoir pressions, utilisation des réseaux sociaux qui entraîne un véritable acharnement public sur la personne, manipulation de la presse doivent être proscrites et constituent une déviance autoritaire particulièrement malsaine.

Nous vous interpellons avec gravité afin que vous fassiez preuve de la plus grande vigilance et fermeté avec ce maire ou d'autres qui veulent infiltrer l'Education nationale pour imposer leur idéologie alors qu'elle devrait être un sanctuaire du développement du libre arbitre.

En effet, cet épisode de volonté d'ingérence n'est malheureusement pas le premier. Dans le passé, monsieur Masquelier a tenté d'instaurer la levée du drapeau dans les écoles de St Raphaël comme il l'a fait dans les accueils périscolaires. Votre prédécesseur s'y était opposé. Il a aussi tenté d'intimider certains DDEN qui auraient pu émettre des réserves sur certains dispositifs qu'il voulait mettre en place dans les écoles. Nous vous avons aussi interpellé sur la remise du coffret pédagogique par la municipalité à tous les CM2 constituant encore une fois une volonté de supplanter les missions des enseignants sans pouvoir assurer la neutralité nécessaire.

Nous regrettons aujourd'hui que les pressions aient fonctionné puisqu'il semblerait que la personne concernée ne prenne pas le poste sur lequel elle avait été nommée, anticipant de nouveaux obstacles qui entraveraient sa mission et affaiblirait l'institution au niveau local.

Les OS soutiennent et soutiendront tous les personnels qui se verront exercer des pressions ou seront remis en cause par un élu et demandent que l'administration et plus généralement l'institution leurs apportent leur soutien.